RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU DEPARTEMENT

N° 2019/14
Publication le 1er avril 2019
Objet : recueil des actes administratifs du Département

Références : articles L. 3131-1 et R. 3131-1 du CGCT

Conformément aux dispositions des textes ci-dessus référencés, le recueil des actes administratifs du Département n° 2019/14 comprenant :

- Cinq délibérations prises par le conseil départemental lors de la séance du 29 mars 2019, ainsi détaillées ci-dessous :

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° délibération</th>
<th>N° segmentation stratégique</th>
<th>OBJET DE LA DELIBERATION</th>
<th>COMMISSION</th>
<th>RAPPORTEUR ET DECISION</th>
<th>Direction</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>511</td>
<td>Pôle universitaire</td>
<td>Solidarités territoriales et enseignement supérieur</td>
<td>AJOURNE</td>
<td>PECS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Enseignement supérieur : nouvelles écoles à Angoulême</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>AN, Offres enseignement supérieur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>5130</td>
<td>Accompagnement éducatif, classes de découverte</td>
<td>Jeunesse, éducation et sport</td>
<td>Florence PÉCHEVIS Adoptée</td>
<td>PECS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Centre d'altitude de Saint-Lary - Contrat de concession</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**COMPETENCE DEPARTEMENTALE : Education et enseignement supérieur**

<table>
<thead>
<tr>
<th>3</th>
<th>8100</th>
<th>Personnel départemental</th>
<th>Administration générale</th>
<th>PRHRS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Régime indemnitaire - complément applicable à la délibération n°CD-2017-12-34 du 22 décembre 2017</td>
<td>François NEBOUT Adoptée</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>4</th>
<th>85</th>
<th>Dépenses structure et institution</th>
<th>Administration générale</th>
<th>PFAS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Avance en compte courant d’associé à la SAEM Territoires Charente</td>
<td>Emilie RICHAUD Adoptée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>AN_Conv d’avance en compte courant d’associés</td>
<td>M. François BONNEAU, Président de la SAEM Territoires Charentes et Mme Fatma ZIAD, Conseillère municipale de Rueule sur Touvre ne prennent pas part au vote.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>5</th>
<th>85</th>
<th>Dépenses structure et institution</th>
<th>Administration générale</th>
<th>PFAS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Décision modificative n°1 pour 2019</td>
<td>François NEBOUT Adoptée</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
est mis à la disposition du public au sein du service des Assemblées.

Angoulême, le 1er avril 2019

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
La coordinatrice du secrétariat des assemblées,

Signé, Magali BAZIN
RÉUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU VENDREDI 29 MARS 2019

DELIBERATION N° CD-2019-03/02

Date de passage : 29 mars 2019

Centre d’altitude de Saint-Lary - Contrat de concession

DATE DE LA CONVOCATION : 15 mars 2019

PRESIDENT : François BONNEAU

SECRETAIRE DE SEANCE : Stéphanie GARCIA

ETAIENT PRESENTS : Agnès BEL, Patrick BERTHAULT, François BONNEAU, Nicole BONNEFOY,
Michel BOUTANT, Philippe BOUTY, Pierre-Yves BRIAND, Michel BUISSON, Samuel CAZENAVE,
Jacques CHABOT, Jeanine DUREPAIRE, Brigitte FOURÉ, Stéphanie GARCIA, Fabienne
GODICHAUD, Marie-Claude GUIONNET, Didier JOBIT, Christine LABROUSSE, Isabelle LAGARDE,
Maryse LAVIE-CAMBOT, Jean-Hubert LEULIEVRE, François NEBOULT, Catherine PARENT, Florence
PÉCHEVIS, Fabrice POINT, Sandrine PRÉCIGOUT, Emilie RICHAUD, Marie-Claude ROCHARD,
Frédéric SARDIN, Jérôme SOURISSEAU, Jean-Michel TAMAGNA, Didier VILLAT, Fatna ZIAD,
Jean-Paul ZUCCHI

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIRS :

Marie Henriette BEAUGENDRE    donne pouvoir à    François BONNEAU
Gérard BRUNETEAU     donne pouvoir à    Fabienne GODICHAUD
Jeanne FILLOUX         donne pouvoir à    Philippe BOUTY
Annick RICHARD        donne pouvoir à    Frédéric SARDIN
Thibaut SIMONIN       donne pouvoir à    Jean-Michel TAMAGNA

RAPPORTEUR : Florence PÉCHEVIS

Adoptée

Pour : 37
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Non participé(s) : 1 Michel BUISSON
Excusé(s) sans pouvoir : 0

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 1 avril 2019
Identifiant de télétransmission : 
Publication au recueil des actes administratifs
du Département : 1 avril 2019
En 2018, un contrat de concession a été conclu entre le Département de la Charente et la Fédération Charentaise des Œuvres Laïques en vue de la gestion du centre d’altitude à Saint-Lary.

A ce titre, une compensation financière a été fixée pour un montant maximum de 150 000 €, dont un acompte de 75 000 € à verser au cours du premier trimestre 2019.

Aussi, les 150 000 € prévus au budget et nécessaires au versement doivent être imputés, par transfert, sur une ligne budgétaire adéquate.

Après en avoir débattu, le Conseil départemental décide :

- d’autoriser le transfert des 150 000 € du chapitre budgétaire 65 (Classes découvertes) vers le chapitre 011 (Contrat de concession centre de Saint-Lary).

Le Président,

SIGNÉ

François BONNEAU
RÉUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU VENDREDI 29 MARS 2019

DELIBÉRATION N° CD-2019-03/03

Date de passage : 29 mars 2019

Régime indemnitaire - complément applicable à la délibération n°CD-2017-12/34 du 22 décembre 2017

DATE DE LA CONVOCATION : 15 mars 2019

PRESIDENT : François BONNEAU

SECRETARY DE SEANCE : Stéphanie GARCIA

ETAIENT PRESENTS : Agnès BEL, Patrick BERTHAULT, François BONNEAU, Nicole BONNEFOY, Michel BOUTANT, Philippe BOUTY, Pierre-Yves BRIAND, Michel BUISSON, Samuel CAZENAVE, Jacques CHABOT, Jeanine DUREPAIRE, Brigitte FOURÉ, Stéphanie GARCIA, Fabienne GODICHAUD, Marie-Claude GUIONNET, Didier JOBIT, Christine LABROUSSE, Isabelle LAGARDE, Maryse LAVIE-CAMBOT, Jean-Hubert LELEVRE, François NEBOUT, Catherine PARENT, Florence PÉCHEVIS, Fabrice POINT, Sandrine PRÉCIGOUT, Emilie RICHAUD, Marie-Claude ROCHARD, Frédéric Sardin, Jérôme SOURISSEAU, Jean-Michel TAMAGNA, Didier VILLAT, Fatna ZIAD, Jean-Paul ZUCCHI

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIRS :

Marie Henriette BEAUGENDRE donne pouvoir à François BONNEAU
Gérard BRUNETEAU donne pouvoir à Fabienne GODICHAUD
Jeanne FILLOUX donne pouvoir à Philippe BOUTY
Agnès RICHARD donne pouvoir à Frédéric SARDIN
Thibault SIMONIN donne pouvoir à Jean-Michel TAMAGNA

RAPPORTEUR : François NEBOUT

Adoptée

Pour : 38
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Non participé(s) : 0
Excusé(s) sans pouvoir : 0

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 1 avril 2019
Identifiant de télétransmission : /
Publication au recueil des actes administratifs du Département : 1 avril 2019
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
Réunion du vendredi 29 mars 2019
COMMISSION Administration générale

N° CD-2019-03/03

-----

Personnel départemental

-----

Code action 8100

Régime indemnitaire - complément applicable à la délibération n°CD-2017-12/34 du 22 décembre 2017

La réorganisation territoriale de la Direction des routes a entraîné la transformation de 4 centres routiers (Baignes, Chalais, Champagne-Mouton et Magnac-sur-Touvre) en centres d’appui où seuls des fournitures et du matériel sont stockés et la fusion des centres de Ruffec et d’Aigre dans un nouveau lieu.

Dans le même temps, une bourse de mobilité a donné la possibilité à tous les agents de cette direction de postuler sur une autre affectation géographique.

Le Département se propose d’indemniser les agents des centres transformés qui auraient quotidiennement plus de 20 kilomètres aller-retour à parcourir en plus du déplacement qu’ils effectuaient pour se rendre dans le centre routier où ils étaient précédemment affectés.

Cette indemnisation de 44,60 € par kilomètre effectué au-delà de 20 km serait versée sous forme de majoration de l’IFSE à 13 agents entre 2019 et 2021 selon la date de changement d’affectation effective.

Cette majoration revêtant un caractère exceptionnel est versée en une seule fois, au moment de la prise de fonction effective dans le nouveau centre routier départemental.

Sous réserve de l’avis du prochain comité technique, il est proposé de mettre en œuvre ce dispositif dès cette année.

Les crédits inscrits pour 2019 permettront de faire face à la dépense supplémentaire.

Après en avoir débattu, le Conseil départemental décide :

- de créer une majoration exceptionnelle de l’IFSE, pour les années 2019 à 2021 inclus, versée pour la mobilité des agents dans les centres routiers nouvellement créés, comme indiqué ci-dessus.

Le Président,

SIGNÉ

François BONNEAU
RÉUNION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU VENDREDI 29 MARS 2019

DELIBERATION N° CD-2019-03/04

Date de passage : 29 mars 2019

Avance en compte courant d’associé à la SAEML Territoires Charente

DATE DE LA CONVOCATION : 15 mars 2019

PRESIDENT : François BONNEAU

SECRETAIRE DE SEANCE : Stéphanie GARCIA

ETAIENT PRESENTS : Agnès BEL, Patrick BERTHAULT, François BONNEAU, Nicole BONNEFOY, Michel BOUTANT, Philippe BOUTY, Pierre-Yves BRIAND, Michel BUISSON, Samuel CAZENAVE, Jacques CHABOT, Jeanine DUREPAIRE, Brigitte FOURÉ, Stéphanie GARCIA, Fabienne GODICHAUD, Marie-Claude GIJONNET, Didier JOBIT, Christine LABROUSSE, Isabelle LAGARDE, Maryse LAVIE-CAMBOT, Jean-Hubert LEILIEVRE, François NEBOUT, Catherine PARENT, Florence PÊCHEVIS, Fabrice POINT, Sandrine PRÉCIGOUT, Emilie RICHAUD, Marie-Claude ROCHARD, Frédéric SARDIN, Jérôme SOURISSEAU, Jean-Michel TAMAGNA, Didier VILLAT, Fatna ZIAD, Jean-Paul ZUCCHI

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIRS :

Marie Henriette BEAUGENDRE donne pouvoir à Stéphanie GARCIA
Gérard BRUNETEAU donne pouvoir à Fabienne GODICHAUD
Jeanne FILLOUX donne pouvoir à Philippe BOUTY
Annick RICHARD donne pouvoir à Frédéric SARDIN
Thibaut SIMONIN donne pouvoir à Jean-Michel TAMAGNA

RAPPORTEUR : Emilie RICHAUD

Adoptée

Pour : 36
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Non participé(s) : 2 François BONNEAU et Fatna ZIAD
Excusé(s) sans pouvoir : 0

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 1 avril 2019
Identifiant de télétransmission :
Publication au recueil des actes administratifs du Département : 1 avril 2019
CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du vendredi 29 mars 2019
COMMISSION Administration générale

N° CD-2019-03/04

Dépenses structure et institution

Charente 2025 n° 85

Avance en compte courant d’associé à la SAEML Territoires Charente

La SAEML Territoires Charente est aménageur d’une ZAC en cœur de Ruelle, friche autrefois industrielle appartenant à Naval Group (ex DCNS) en vue de créer un quartier d’habitations et d’activités « douces » en prolongement de celles existantes.

Cette zone d’aménagement concerté se situe de part et d’autre de La Touvre qui délimite deux secteurs distincts : Les Ribéreaux et les Seguins.

Ce site a fait l’objet de nombreuses études. Elles ont abouti à un plan de gestion de la pollution qui a permis, par modification de la servitude d’utilité publique et au fur et à mesure du constat de la réalisation des travaux d’aménagement et de dépollution, d’ouvrir ces îlots à l’habitation. C’est le processus qu’a suivi avec succès et par anticipation le programme de logements réalisé par LINKCITY sur l’îlot Seguins en cours de construction.

Pendant les travaux d’aménagement, deux nouveaux spots de pollution concentrée ont été découverts. L’un sur la partie Seguins a dû être traité selon les préconisations de la DREAL (confinement/traitement), car déjà en commercialisation avancée. Plus aucun impact n’est à constater sur les îlots d’habitation sur Seguins dont la commercialisation a été lancée avec succès. Pour ne pas la freiner, il a été décidé de finir prioritairement l’ensemble de la partie Seguins et de « geler » la parcelle des Ribéreaux.

Les recettes de l’opération de concession que conduit la SAEML Territoires Charente proviennent principalement des recettes commerciales de l’opération (cession de charges foncières ou immeubles) et d’éventuelles participations et subventions de collectivités. La mise en place de ces recettes ayant été retardée, l’opération connaît un besoin de trésorerie à court terme de 1 M€.

Dans le cadre du contrat de concession, les préfinancements peuvent être assurés contractuellement par la société, en ayant recours à :

- des prêts ou autorisations de découverts de trésorerie auprès des organismes bancaires ;
- des avances remboursables du concédant, ou versement anticipé et échelonné de la participation d’équilibre le cas échéant ;
- des avances en fonds propres de la société.

Cette opération, d’ores et déjà ancienne, est portée par un financement bancaire important.

Parallèlement, la collectivité a voté une participation d’équilibre à terme plafonnée à 1,2 M€ mais ne peut pas engager de versement anticipé échelonné avant 2020. Par contre, le principe de prolongation de la durée de la concession de l’ordre de 4 ans au-delà de 2020 est acté.

Or, les avances en fonds propres de la société sont limitées par sa trésorerie disponible. De fait, une avance en compte courant d’associés permet, en augmentant la trésorerie propre de la société de faire face à ce besoin de trésorerie court terme sur l’opération.
Afin que la SAEML aménageur-concessionnaire puisse procéder à l’avance de trésorerie à l’opération, et en application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de mettre en place deux avances en compte courant d’associés (d’une durée de deux ans, prorogeable une fois maximum sur la même durée) auprès de la SAEML :

- de la part du Département de la Charente à hauteur de 750 000 € ;
- de la part de Grand Angoulême à hauteur de 250 000 €, la collectivité apportant déjà son soutien par une participation de 165 475 € HT au titre de la zone d’activités qu’elle possède sur site et par la cession à l’euro symbolique d’une part de ses propriétés.

Ces avances donnent lieu à une convention intervenant entre chaque actionnaire « prêteur » et la SEM selon un projet de convention joint prévoyant le montant de l’avance à verser en une fois à la date d’exécution de la convention. L’avance est consentie sur une durée de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la collectivité actionnaire. Le remboursement de l’avance se fera à terminaison. Ces avances, étant donné le souhait de faciliter la trésorerie de l’opération, sont consenties par chaque actionnaire sans rémunération (taux 0%).

Préalablement à la mise en œuvre de la délibération de chaque collectivité-actionnaire concernée, le Conseil d’Administration de la SAEML Territoires Charente doit délibérer sur cette demande.

Après en avoir débattu, le Conseil départemental décide :

- d’inscrire une dépense d’investissement de 750 000 €, versée sous forme d’avance en compte courant d’associés dans les conditions énoncées ci-dessus ;

- d’autoriser le Président, au nom du Département, à signer la convention d’avance en compte courant d’associés, encadrant le versement et le remboursement au Département de cette avance non rémunérée.

Le Président,

SIGNÉ

François BONNEAU
CONVENTION D’AVANCE EN COMPTE COURANT D’ASSOCIES
Du Département de la Charente à la SAEM Territoires Charente

Entre d’une part :
Le Département de la Charente, dont le siège est situé , représenté par « nom », « titre », agissant en vertu d’une délibération en date du
Ci-après nommé « le Département »

Et d’autre part :
La SAEM Territoires Charente, société anonyme d’économie mixte locale au capital de 2 546 100 €, dont le siège est situé 1, impasse Truffière, 16000 ANGOULEME, immatriculée au registre du commerce et de des sociétés d’Angoulême et identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 433584117. Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur François BONNEAU, agissant en vertu d’une délibération du Conseil d’Administration de ladite société en date du
Ci-après nommée « la SEM »

Après avoir rappelé
Afin d’assurer les besoins de trésorerie permettant à la SEM de faire face au bon déroulement de l’opération ZAC des Seguins et des Ribéreaux, dont elle est concessionnaire d’aménagement pour le compte de la Ville de Ruelle, le Département de la Charente accepte de verser à la SEM, une avance en compte courant d’associés, dont les termes sont définis par la présente convention.

Le Département de la Charente, qui détient 15,5% du capital de la SAEM Territoires Charente accepte de lui consentir, conformément aux dispositions des articles L.1522-4 et L.1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, issus de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des SEM, une avance en compte courant d’un montant de sept cent cinquante mille euros (750 000 €) dans les conditions définies ci-après.

Il a été préalablement constaté que, conformément à ces dispositions, la totalité des avances déjà consenties par le Département à des SEM n’excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la collectivité et qu’il n’existe actuellement aucune avance en compte courant d’associés non remboursée à ce jour auprès de la SAEM Territoires Charente. Il a également été constaté que les capitaux propres de la SEM sont supérieurs à la moitié du capital social.

- Vu les articles L.1522.4 et L.1522.5 du code général des collectivités territoriales relatifs aux concours financiers des collectivités territoriales aux sociétés d’économie mixte locales ;
- Vu les statuts de la SAEM Territoires Charente ;
- Vu la délibération du Conseil d’Administration de la SEM en date du validant le montant de l’avance sollicitée auprès des actionnaires de la société pour un montant total de 1 000 000 €.
- Vu le rapport du représentant du Département au Conseil d’Administration de la SEM présenté à l’Assemblée Départementale du relativ à l’avance en compte courant d’associé ;
- Vu la délibération de l’Assemblée Départementale n° approuvant le montant de l’avance, sa durée, son objet, ses modalités de versement et de remboursement, sa rémunération et autorisant M. à signer la présente convention.
Il a été arrêté et convenu ce qui suit.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement à la SAEML Territoires Charente d’une avance en compte courant d’associé visant à assurer le besoin de trésorerie court terme permettant à la SEM de faire face au bon déroulement de l’opération d’aménagement de la ZAC Seguins et Ribéreaux, dont elle est concessionnaire pour la Ville de Ruelle.

Article 2 – Nature, montant et conditions de versement de l’avance

Le Département de la Charente, en tant qu’actionnaire, consent à la SEM qui l’accepte, à titre d’avance en compte courant d’associé la somme de sept cent cinquante mille euros (750 000 €) sous les conditions essentielles suivantes :

- Le versement en numéraire interviendra à compter de la signature de la présente convention et au plus tard dans les 30 jours de sa signature.
- Cette somme sera inscrite au nom du Département de la Charente en compte courant dans les livres de la Saeml.
- Cet apport ne sera pas productif d’intérêt.

Article 3 – Durée de la convention d’avance en compte courant d’associé

L’avance est consentie pour une durée de deux (2) années à compter de la signature de la convention, éventuellement renouvelable pour une durée de deux (2) années supplémentaires par avenant et sur demande expresse de la SEM et selon accord de l’actionnaire.

Article 4 – Conditions de remboursement

Au terme de la période définie à l’article 3, modifiée éventuellement par avenant, l’avance sera, soit intégralement remboursée au Département de la Charente sur première demande de sa part, dans un délai de 60 jours, soit éventuellement transformée en augmentation de capital dans les conditions de l’article L.225-127 et suivants du Code de Commerce.

Le cas échéant, si la collectivité actionnaire décidait de transformer son avance en capital (par compensation avec une créance liquide et exigible sur la SEM), cela ne devra pas avoir pour effet de porter la participation des collectivités au capital de la SEM au-delà du plafond résultant des dispositions de l’article L.1522-2 du CGCT, soit 85% du capital social de la SEM.

Article 5 – Conditions financières

Etant donné son objet, l’avance est consentie par le Département de la Charente à titre gratuit.

Fait à Angoulême, le.............
En deux exemplaires originaux

Pour le Département

Pour la SAEML Territoires Charente
Le Président Directeur Général,

Monsieur François BONNEAU
RÉUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU VENDREDI 29 MARS 2019

DELIBERATION N° CD-2019-03/05

Date de passage : 29 mars 2019

Décision modificative n°1 pour 2019

DATE DE LA CONVOCATION : 15 mars 2019

PRESIDENT : François BONNEAU

SECRETARE DE SEANCE : Stéphanie GARCIA

ETAIENT PRESENTS : Agnès BEL, Patrick BERTHAULT, François BONNEAU, Nicole BONNEFOY, Philippe BOUTY, Pierre-Yves BRIAND, Michel BUISSON, Samuel CAZENAVE, Jacques CHABOT, Jeanine DUREPAIRE, Brigitte FOURÉ, Stéphanie GARCIA, Fabienne GODICHAUD, Marie-Claude GUIONNET, Didier JOBIT, Christine LABROUSSE, Isabelle LAGARDE, Maryse LAVIE-CAMBOT, Jean-Hubert LELEVRE , François NEBOUT, Catherine PARENT, Florence PÊCHEVIS, Fabrice POINT, Sandrine PRÉCIGOUT, Emilie RICHAUD, Marie-Claude ROCHARD, Frédéric SARDIN, Jérôme SOURISSEAU, Jean-Michel TAMAGNA, Didier VILLAT, Fatna ZIAD, Jean-Paul ZUCCHI

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIRS :

Marie Henriette BEAUGENDRE donne pouvoir à Stéphanie GARCIA
Gérard BRUNETEAU donne pouvoir à Fabienne GODICHAUD
Jeanne FILLoux donne pouvoir à Philippe BOUTY
Annick RICHARD donne pouvoir à Frédéric SARDIN
Thibaut SIMONIN donne pouvoir à Jean-Michel TAMAGNA

RAPPORTEUR : François NEBOUT

Adoptée

Pour : 37
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Non participé(s) : 0
Excusé(s) sans pouvoir : 1 Michel BOUTANT

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 1 avril 2019
Identifiant de télétransmission :
Publication au recueil des actes administratifs du Département : 1 avril 2019
Le projet de décision modificative n° 1 vise à ajuster les dépenses et recettes en fonction des éléments nouveaux survenus depuis la dernière session budgétaire. Il ne modifie pas de manière substantielle l’équilibre du budget de la collectivité. Lors de cette session, il vous est proposé d’ajuster les crédits au plus près de leurs prévisions de consommation.

Le total des crédits nouveaux qui vous est présenté s’élève à 750 000 € en dépenses, portant le budget principal, après modification, à 502 132 190 €.

<table>
<thead>
<tr>
<th>En €</th>
<th>Crédits votés BP 2019</th>
<th>DM1 crédits nouveaux</th>
<th>Budget total après DM1</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Investissement</td>
<td>108 241 225</td>
<td>750 000</td>
<td>108 991 225</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement</td>
<td>393 140 965</td>
<td>0</td>
<td>393 140 965</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Ressources</strong></td>
<td><strong>501 382 190</strong></td>
<td><strong>750 000</strong></td>
<td><strong>502 132 190</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Dépenses et recettes nouvelles**

1. **Dépense réelle d’investissement : 750 000 €**

Les dépenses d’investissement augmentent de 750 000 € en raison de l’avance en compte courant d’associés versée à la SAEML Territoires Charente.

Vous trouverez ci-après la ventilation des dépenses réelles d’investissement supplémentaires demandées dans le cadre de cette décision modificative.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Axe Charente 2025</th>
<th>Montant (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8.5 Dépenses de structure et institution</td>
<td>750 000</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>750 000</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

2. **Equilibre et besoin de financement**

A ce stade des travaux préparatoires à l’établissement de cette décision modificative n° 1, l’ensemble des inscriptions en dépenses fait apparaître un déficit de financement de la section d’investissement de 750 000 €.

En conséquence, il vous est proposé de financer cette dépense par une hausse de l’emprunt de 750 000 €, portant l’emprunt global à 60 953 868 €.

Compte tenu de l’ensemble des données qui précèdent, le total des crédits en dépenses et en recettes, inscrit au budget principal, incluant le budget primitif et la décision modificative n°1, s’élèverait alors à 502 132 190 €.
Le projet de décision modificative n°1 pour 2019 présenté s’équilibrerait ainsi à hauteur de 750 000 € en dépenses et en recettes pour le budget principal, portant ce dernier à 502 132 190 €.

<table>
<thead>
<tr>
<th>DM1 (en €)</th>
<th>Dépenses</th>
<th>Recettes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Créds nouveaux</td>
<td>750 000,00</td>
<td>0,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Variation d’emprunt</td>
<td>0,00</td>
<td>750 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Opérations d’ordre</td>
<td>0,00</td>
<td>0,00</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>INVESTISSEMENT</strong></td>
<td><strong>750 000,00</strong></td>
<td><strong>750 000,00</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Créds nouveaux</td>
<td>0,00</td>
<td>0,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Opérations d’ordre</td>
<td>0,00</td>
<td>0,00</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>FONCTIONNEMENT</strong></td>
<td><strong>0,00</strong></td>
<td><strong>0,00</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total DM1</strong></td>
<td><strong>750 000,00</strong></td>
<td><strong>750 000,00</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Après en avoir débattu, le Conseil départemental décide :
- de procéder à l’inscription de crédit récapitulée ci-dessus ;
- d’adopter la décision modificative n° 1 pour 2019.

Le Président,

SIGNÉ

François BONNEAU
DATE DE LA CONVOCATION : 15 mars 2019

PRESIDENT : François BONNEAU

SECRETAIRE DE SEANCE : Stéphanie GARCIA

ETAIENT PRESENTS : Agnès BEL, Patrick BERTHAULT, François BONNEAU, Nicole BONNEFOY, Philippe BOUTY, Pierre-Yves BRIAND, Michel BUISSON, Samuel CAZENAVE, Jacques CHABOT, Jeanine DUREPAIRE, Brigitte FOURÉ, Stéphanie GARCIA, Fabienne GODICHAUD, Marie-Claude GUIONNET, Didier JOBIT, Christine LABROUSSE, Isabelle LAGARDE, Maryse LAVIE-CAMBOT, Jean-Hubert LELIEVRE, François NEBOUT, Catherine PARENT, Florence PÉCHEVIS, Fabrice POINT, Sandrine PRÉCIGOUT, Emilie RICHAUD, Marie-Claude ROCHARD, Frédéric SARDIN, Jérôme SOURISSEAU, Jean-Michel TAMAGNA, Didier VILLAT, Fatna ZIAID, Jean-Paul ZUCCHI

ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIRS :

Marie Henriette BEAUGENDRE donne pouvoir à Stéphanie GARCIA
Gérard BRUNETEAU donne pouvoir à Fabienne GODICHAUD
Jeanne FILLOUX donne pouvoir à Philippe BOUTY
Annick RICHARD donne pouvoir à Frédéric SARDIN
Thibaut SIMONIN donne pouvoir à Jean-Michel TAMAGNA

RAPPORTEUR : /

Adoptée à l’unanimité

Pour : 37
Contre : 0
Abstention(s) : 0
Non participé(s) : 0
Excusé(s) sans pouvoir : 1 Michel BOUTANT

Acte certifié exécutoire
Envol Préfecture : 01/04/2019
Identifiant de téléransmission : /
Publication au recueil des actes administratifs du Département : 01/04/2019
CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 29 mars 2019

N° 6
----
Motion
----

SOUTIEN AU COLLECTIF CLIMAT 2020 « PACTE FINANCE-CLIMAT »

Le 31 octobre 2017, l’ONU alertait la communauté internationale sur l’insuffisance des engagements pris par les États au regard de la diminution des gaz à effet de serre qu’il faudrait opérer afin de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C et si possible 1,5°C.

Le 8 octobre 2018, le rapport annuel du GIEC sonnait comme un nouveau cri d’alarme : si rien n’est fait dès aujourd’hui, le réchauffement global de la planète atteindra les 3°C d’ici 2050. Pourtant, en le limitant à seulement 2°C, voire 1,5°C, nous n’éviterons pas les catastrophes naturelles qui s’annoncent : sécheresses, canicules, inondations, tempêtes, qui entraîneront des bouleversements agricoles, économiques et sociétaux, ainsi que des déplacements de populations, des famines, et le décès de millions de personnes.

Face à cette menace climatique avérée et considérant qu’il est encore possible d’agir pour éviter le scenario catastrophe, les responsables politiques de l’Europe doivent déclarer l’état d’urgence pour le genre humain, alors qu’une prise de conscience globale se fait jour, des mobilisations de citoyens de tous âges et de tous pays se déploient dans le monde entier. Enfin des chercheurs, des économistes et des intellectuels de toutes sensibilités élaborent des éléments de solution.

Il est indispensable que les voix des citoyens et des responsables politiques soient entendues et que des actions publiques, à quelque niveau que ce soit, visent drastiquement et urgemment la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Parmi les solutions avancées, MM. Pierre LARROUTUROU et Jean JOUZEL ont lancé en décembre 2017 un appel demandant aux chefs d’État et de gouvernements européens de négocier le plus rapidement possible un pacte finance-climat qui assureraient 30 ans des financements à la hauteur des enjeux pour rendre possible la transition énergétique.

Ils se fondent sur les estimations des besoins en investissements annuels nécessaires pour la transition énergétique de l’ordre de 2 % à 5% du PIB européen et proposent un double financement :

- d’un côté, un impôt européen sur les bénéfices d’environ 5 % qui pourrait générer chaque année 100 milliards d’euros nécessaires pour dégager “un budget” pour la recherche.
- de l’autre, un nouveau fléchage de la création monétaire de la Banque centrale européenne vers l’économie réelle et en particulier vers le financement des énergies renouvelables.

Ce projet apparaît globalement pertinent, clairement nécessaire et socialement juste, sous réserve que les TPE-PME, qui constituent l’essentiel du tissu économique local, soient exclues du champ d’application de l’impôt européen.
Parce qu’il faut trouver avec l’Europe la bonne alternative à la catastrophe écologique, les élus du conseil départemental proposent notamment que les investissements publics de la transition énergétique soient priorisés et partiellement exclus des critères de déficits européens. Il s’agit ainsi de faire de la sauvegarde du climat un nouveau projet de développement économique, sans passer par des hausses fiscales sur l’activité.

Le Département de la Charente souscrit à l’impératif d’une action collective de grande ampleur au service de la protection de la planète et apporte son soutien à l’association « Agir pour le climat » visant à ce que l’Europe soit le fer de lance d’une action exemplaire assurant pendant 30 ans les financements à la hauteur des enjeux de la transition énergétique.

Après en avoir débattu, le Conseil départemental a émis un avis favorable sur cette motion.

Le Président,
François BONNEAU

SIGNE